



© F. BLANC

RÉPONDRE À L'URGENCE SOCIALE

La crise actuelle vient de loin. Elle recouvre une dimension à la fois citoyenne, économique et sociale.

Cette crise est le symptôme d'un sentiment d'impuissance ou de démission du politique face à la domination des contraintes économiques et à la financiarisation insolente de l'économie. Elle est aussi le produit de la non-écoute des syndicats. Le 9 octobre, à l'appel de FO notamment, plus de 160 000 manifestants s'étaient mobilisés. Et puis? Rien... Aucune autre considération que « *une manifestation après d'autres et avant d'autres* ». Nous avons pourtant dénoncé et alerté : depuis trop longtemps le dialogue social et la négociation collective sont vus comme une caution, voire une contrainte. À tel point que le terme de « concertation » est désormais connoté négativement. Plus localement, cette crise exprime la recherche de nouveaux liens sociaux face à la disparition de ce qui fait société : l'emploi, dans un contexte de désindustrialisation et de désertification des

territoires, les services publics, les commerces et lieux d'échanges dans les centres-villes, les bourgs, les villages; et l'éloignement des lieux de débats et de décisions, conséquence des réformes territoriales récentes.

**Les salaires
ne sont
l'ennemi
ni de l'économie,
ni de l'emploi.**

C'est ce que nous avons dit lundi au président de la République. S'il a semblé entendre ce diagnostic, les réponses apportées sont loin d'être à la hauteur.

Le tabou sur le Smic a semblé vaciller, mais le montage de l'augmentation réglementaire cette année (1,8%) et de la prime d'activité ne constitue pas le coup de pouce attendu. L'attente est forte – elle demeure – sur le pouvoir d'achat des salariés, du privé et du public, ainsi que des retraités, qui subissent les fins de mois

difficiles et l'injustice des politiques fiscales. FO milite et a appelé les syndicats à agir en ce sens pour que la négociation collective de branche retrouve toute sa place et que s'ouvrent très vite des négociations conduisant à l'augmentation des salaires. Les salaires ne sont l'ennemi ni de l'économie, ni de l'emploi.

Nous avons dit aussi au président de la République qu'il est temps, plus que temps, que cesse l'enchaînement sans fin des « réformes » de l'État et de la fonction publique, jamais évaluées, essentiellement guidées par la réduction de la dépense publique – terminologie qui devrait être bannie au profit de celle d'investissement de la nation pour l'égalité et la fraternité dont ont tant besoin nos concitoyens sur l'ensemble du territoire.

Au débat sur les besoins du service public aujourd'hui et sur les moyens et leur financement indispensable est associé celui d'une réforme de la fiscalité, essentiellement appuyée aujourd'hui sur l'impôt indirect (TVA, TCIPP...), pour refonder l'impôt progressif.